



Mme Diouf Ngakane Gningue :
«Le numérique est un bon facteur pour la promotion de la femme»

P. 7

Jean Yves Duval :
« la France a beaucoup à gagner de l'apport culturel africain »

PP. 18-19



WEER BI

le premier journal du département de Keur Massar

www.keurmassaractu.com - weerbijournal@gmail.com    [weerbi/keurmassaractu](https://www.facebook.com/weerbi/keurmassaractu)

Avril 2023 - SERVICE COMMERCIAL : 33 837 00 86 / 77 586 58 43

Programme de stage «Jigeen Mooy Leer», 50 jeunes femmes recrutées dans le secteur de l'énergie

- ⊗ Une initiative du MCA-Sénégal II et du MPE
- ⊗ Objectif : atteindre une parité homme-femme en 2030,
- ⊗ Une étudiante en L3 à l'UGB parmi les bénéficiaires.

PP. 12-13



Madame Beye Daba NDIONE
 (MCA-Sénégal II) :
«Les femmes ont encore de la place à gagner »

PP. 14-15

Madame Rokhaya Daba Fall :
«C'est une stratégie révolutionnaire et participative à l'égalité et à l'équité du genre»

P. 16

Gestion des ressources naturelles
Ibrahima Thiam appelle l'Etat à rendre les contrats transparents

PP. 8-9

SERVICES OFFERTS

- Agence de communication
- Agence immobilière
- Agence de voyages
- Transfert d'argents
- Site d'information en ligne
(www.iodenews.com)
- Formation / accompagnement
- Business plan / Étude de projets

**NINEA-RC-SARL-ENTREPRISE INDIVIDUELLE-PUBLICITE-PUBLIREPORTAGE-VOIX
OFF-COUVERTURE MEDIATIQUE-COMMUNICATION EVENEMENTIELLE-ETUDE DE
PROJET-ASSURANCES-APPARTEMENT/CHAMBRE A LOUER-ENQUETE-ANALYSE
DE DONNEES-CONSEILS-PREINSCRIPTION**

NINEA : 007704457 1D1 RC : SN.DKR.2019.A.36898

Asecna-Yeumbeul-Dakar, 77-586-58-43, 77-444-01-55, cabinetbusic@gmail.com

**POUR VOS INSERTIONS ET
COUVERTURES MÉDIATIQUES
CONTACTEZ AU**

33 837 00 86

77 586 58 43

weerbijournal@gmail.com

Editorial**Accès des femmes au secteur de l'énergie : des associations s'engagent****Par Oumar BA**

La population sénégalaise est passée de 13 508 715 habitants (RGPHAE 2013) dont 50.14 % de femmes à 18 275 743 habitants en 2023 dont 50.26 % de femmes selon les projections de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Elle va poursuivre sa tendance haussière pour atteindre en 2060, 50 719 66 d'habitants. En 2013, la tranche d'âge (15-64

ans) représentait 54.4 % dont 55.9 % de femmes. Le taux d'occupation des femmes est de 50.6 % contre 69.4 % pour les hommes en 2018 (SES 2017-208). Pour ce qui est de l'alphabétisation, le taux des femmes est de 48.7 % contre 58.6 % pour les hommes en 2018 (ANSD, enquête et genre 2022). Ce qui explique les fortes inégalités dans l'accès aux emplois.

« Améliorer la participation des femmes et des travailleurs plus âgés en même temps que celle d'autres catégories sous-représentées sur le marché du travail est essentiel pour réaliser les objectifs de la progression de la croissance économique et renforcer la cohésion sociale » (Kok, 2003).

En 2021, le secteur extractif a généré 223,15 milliards de FCFA, soit une hausse de 38,99 milliards de FCFA par rapport à l'exercice de 2020, selon le rapport de l'ITIE (2021). Il a généré 10 249 emplois. La masse salariale globale déclarée est de 109,7 milliards de FCFA dont 102,65 milliards de FCFA pour les employés du secteur minier et 7,04 milliards de FCFA pour les employés du secteur des hydrocarbures. La majorité des effectifs, soit 95,9 %, sont des nationaux. En 2021, le pourcentage des femmes sénégalaises qui travaillent dans ce secteur est de 7,62 %. En 2020, le pourcentage des femmes était de 7,69 % de femmes. Ce qui montre une évolution même si elle n'est pas importante.

Ce résultat est imputable aux efforts menés par des associations pour la défense de femmes et des jeunes, créées et appuyées par des institutions étatiques et des partenaires techniques et financiers du Sénégal pour accroître l'effectif des femmes dans les filières scientifiques et les emplois des ressources naturelles. Elles organisent des campagnes pour sensibiliser les filles à choisir les filières scientifiques. C'est le cas de Women In Mining (WIM), le Réseau des Jeunes et des Femmes dans le secteur des énergies (REGEP/GEONET).

WEER BI,

Le premier journal du département de Keur Massar, **le miroir du département**

Édité par le Bureau du Service d'Information et de Communication (BUSIC)

Partenaire : Keur Massar Actu

Directeur de publication : Mouhamadou Ba

Rédacteur en chef : Oumar Ba

Reporters :

D. Diallo, Mahmoud Fall, Aly Ba, Mamadou Darahmane Sy

Marketing et communication :

BUSIC

Infographie : BUSIC

Correction : Mouhamadou Ba

Photographes : Barou, ABC, Kaw

Téléphone : 00221 33 837 00 86 / 77 586 58 43

E-mail : weerbijournal@gmail.com

Site : www.keurmassaractu.com

Siège : Villa N 837 Asecna-Yeumbeul Nord-Keur Massar

Projet RECOLTE : les bénéficiaires dressent un bilan satisfaisant

Le Secrétaire général du Conseil départemental de Tivaouane a dressé, mardi 21 mars à Dakar, un bilan satisfaisant, six mois, après le lancement des activités du projet de la Redevabilité de la Collectivité Territoriale.

« Nous sommes dans un processus de digitalisation du territoire départemental. Nous sommes en train de développer avec des partenaires extérieurs beaucoup de programmes sur le numérique (...) aujourd'hui, après six mois de mis en œuvre nous en sommes sortis extrêmement satisfaits de la plateforme qui a permis aux populations de donner leurs avis sur la gouvernance et de pouvoir nous faire rectifier sur certains aspects », a soutenu El Hadj Malick Diop.

Il prenait part à l'atelier de capitalisation de la phase pilote du projet RECOLTE. Le département de Tivaouane et la commune de Yoff ont été choisis pour la première phase du projet. Le département de Tivaouane crée en 2014 compte 18 communes réparties

dans trois arrondissements.

Le projet Redevabilité de la Collectivité Territoriale, RECOLTE, est mis en place par le consortium LEGS-Africa, Débat National Numérique de la Jeunesse et JEADER. Il est appuyé par Gorée Institute dans le cadre du programme Charter Project Africa et accompagné par l'Union européenne. Son objectif est de « contribuer à améliorer la gouvernance territoriale et la culture démocratique au niveau des collectivités territoriales en permettant le dialogue entre les élus et les citoyens. Il vise également à renforcer la transparence dans la gestion des affaires publiques locales à travers des outils numériques permettant de générer des données stratégiques et de favoriser l'implication des citoyens dans le suivi et la redevabilité active de la gouvernance locale ».

« C'était important de se réunir pour savoir ce qui a été fait, quel a été l'impact de ce projet depuis plus de six mois au niveau de ces collectivités territoriales », a ex-

pliqué Thierno Souleymane Diop Niang.

Le Coordonnateur du projet a soutenu que les engagements des différentes parties prenantes ont été réalisés à hauteur de 90 %. Sur une période allant de juin 2022 à la fin du projet, le consortium a organisé un forum sur le numérique au service de la participation citoyenne, deux ateliers de formation à Yoff et à Tivaouane, trois visites de terrain dans chaque zone d'intervention, deux débats numériques etc.

Les plateformes récollement ont généré à Yoff 74 % d'utilisateur et 26 % pour le département de Tivaouane.

El Hadj Ndiaye, l'adjoint au maire de Yoff, a affirmé que cet atelier a permis de faire une évaluation, une restitution et de faire une révision pour identifier les points forts et les points faibles afin de relever le défi.

Le président de Leadership, Éthique, Gouvernance et Stratégies pour l'Afrique a pris note et a promis de trouver, avec les différents partenaires, des moyens nécessaires afin de relever les défis notés.

Droits des migrants : les Nations unies renforcent les capacités des membres du Cilec

Le Comité interministériel de Lutte contre l'émigration clandestine a subi, du 14 au 16 mars à Dakar, une formation sur les droits des migrants.

Les membres du Comité interministériel de Lutte contre l'émigration clandestine, issus d'une douzaine de ministères, viennent de boucler une formation de trois jours sur les droits des migrants, jeudi 16 mars. Organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le haut Commissariat des Na-

tions unies aux droits de l'homme, cet atelier entre dans le cadre du projet Promis, protection des migrants. Il vise à « renforcer les capacités des pays d'Afrique de l'Ouest à développer une réponse au trafic illégitime de migrants basée sur les droits de l'homme ainsi qu'à répondre efficacement aux violations des droits de l'homme en lien avec la migration irrégulière ».

Le Cilec est créé en décembre 2020 par décret n°2020-2393. A la suite de sa formation, le gouvernement du Sénégal a mis en

place la Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière en novembre 2022, avec l'appui des organisations de la société civile sénégalaise et de ses partenaires techniques et financiers.

Cette formation marque le début de la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière.

Les membres du Comité ont reçu des attentions de participation en présence du Secrétaire permanent du Cilec, Mamadou Bocar Ly, et des représentants de l'ONUDC et du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Protection des enfants, EDEN veut mettre fin à la discrimination dans la prise en charge des droits de l'enfant

L'organisation non Gouvernementale, Éducation et Développement de l'Enfant, a procédé, mercredi 15 mars à Wakhinane Nimzatt, au lancement du projet « Amélioration de la protection des enfants sans discrimination avec la participation des institutions communales et départementales à Guédiawaye, Keur Massar, Pikine et Rufisque ».

munes issues des quatre départements de la région de Dakar.

« Le choix de ces communes est parti d'une logique de consolidation (...) mais aussi par rapport à la disponibilité des parties prenantes », a affirmé la coordonnatrice du projet, Seynabou Cissé.

Parmi les axes d'intervention du projet, on peut citer la participation des enfants et des femmes à la vie sociale, le renforcement des capacités des enfants, des acteurs institutionnels et communautaires et la sensibilisation des communautés à l'égalité d'accès des filles et des garçons aux droits.

« And Aar Xaleyi » est un projet d'une durée de 24 mois. Il entre dans le cadre de la troisième phase de partenariat entre les deux ONG.

La région de Dakar est souvent victime des inondations dues au changement climatique. Elles provoquent la fermeture des écoles et la prolifération des maladies hydriques qui touchent les enfants.

A quelques mois du début de la saison des pluies, le gouvernement a mis sur pieds plusieurs initiatives pour assurer la protection des enfants. « Des actions seront menées en direction de la protection des enfants en cas d'inondation », a rassuré le Chef de service régional de l'action sociale de Dakar. El Hadji Malick Sougou représentait le Ministre de la Santé et de l'Action sociale à la cérémonie de lancement du projet.

Par Oumar Ba

Au total, 7 870 enfants et 1 104 adultes seront impactés par le projet. Il intervient dans dix com-

L'UVS a développé un « modèle pédagogique innovant » (Recteur)

Le Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (ex UVS) a soutenu, mardi à Malika, que son institution a su développer un modèle pédagogique innovant en dix ans d'existence.

« L'Université a su développer pendant ses dix ans un modèle pédagogique innovant qui, aujourd'hui, permet en tout cas de former des jeunes compétents qui sont capables de s'insérer dans le [circuit] économique », a dit Professeur Moussa Lo.

Il prenait part à la réunion du Comité départemental de développement de Keur Massar. Convoquée par le préfet, cette rencontre entre dans le cadre de la vulgarisation des missions et des offres de service de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane à Keur Massar.

« Nous avons développé un modèle pédagogique basé sur le numérique, un modèle innovant, qui a opéré une rupture par rapport à l'enseignement classique (...) et lui a permis aujourd'hui d'être une université qui a le second effectif [le plus important] au niveau de l'enseignement supérieur », a-t-il ajouté.

L'UVS compte aujourd'hui plus de 60 000 étudiants. Elle accueille cette année plus de 23 000 nouveaux bacheliers. Ils sont répartis dans trois pôles et dans plusieurs espaces numériques ouverts.

Selon Monsieur Lo, les étudiants diplômés de cette université disposent, au-delà des aptitudes pédagogiques, des compétences transversales à cause de l'enseignement à distance. Ce dernier pousse l'étudiant à développer un esprit de créativité, d'initiative et une autonomie pour mettre en œuvre ses compétences.

Des élus locaux, des représentants d'associations et des étudiants ont pris part à la rencontre.



« Ce projet que nous lançons aujourd'hui est le fruit d'un partenariat entre l'ONG Conemund et l'EDEN, financé par l'agence Andalouse de Coopération internationale pour le développement. C'est un projet qui vise la protection des enfants sans discrimination », a expliqué Ousmane Sow, le Secrétaire Général de EDEN.

Pour réussir ce projet, EDEN a impliqué les élus locaux et les services décentralisés. C'est pourquoi elle a toujours réussi dans l'exécution de différents projets avec ses partenaires techniques et financiers, selon la déléguée des pouvoirs de l'ONG Conemund.

Rokhaya Daba Fall : « ce financement a donné un véritable souffle au REGEP »



Le Réseau des femmes et des jeunes dans le secteur de l'énergie a obtenu un financement de 10 millions de FCFA de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine pour la formation de cellules dans les régions l'élaboration des plans d'action stratégique pour atteindre ses objectifs. Saluant cette initiative, la présidente du REGEP, Rokhaya Daba FALL, a assuré que ce financement a donné un véritable souffle à son réseau.

Comment le REGEP a pu obtenir le financement de l'UEMOA ?

Le REGEP a été porté sur les fonts baptismaux en Novembre 2021 puis lancé à l'occasion du congrès des Associations d'électricité en Mars 2022. Le REGEP s'est aussitôt mis au travail par la sensibilisation des populations des régions impactées par les superbes découvertes de pétrole et de Gaz pour envisager avec eux toutes les retombées positives de ces découvertes, en balance des possibles bouleversements de leurs habituelles activités économiques. Dans le même temps, le REGEP s'est déployé au niveau des écoles de formations pour mieux appréhender les filières relatives aux domaines des éner-

gies.

C'est dans ce cadre d'activités intensives que le REGEP a rencontré les membres du bureau de représentation de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine au Sénégal. Sa Représentante résidente au Sénégal a aussitôt été très sensible à la vision, aux missions et aux objectifs du REGEP. Madame Aïssa KABO s'est aussitôt engagée à répondre à la sollicitation d'accompagnement du projet du Réseau. Dans sa réponse positive à cette requête, elle insistera sur la portée sous régionale et continentale du réseau et sur le besoin d'un observatoire dans le domaine des énergies pour la région et le continent. Par ailleurs elle relèvera les convergences dans la vision et les missions du REGEP avec le programme de l'UEMOA dans le double domaine des Energies et du Genre.

Ainsi, l'UEMOA est devenu le premier soutien du REGEP avec un virement bancaire de 10 millions de FCFA, en guise de soutien aux activités du Réseau et à l'élaboration de son Plan stratégique et de son plan d'action à l'horizon 2030.

Comment le REGEP avez-vous accueilli cette nouvelle ?

Nous avons accueilli cette nou-

velle avec beaucoup de fierté et de joie. Nous avons pu compter sur une organisation sous régionale de confiance redoublée de la vision et des missions du REGEP par leur concordance avec les missions d'une organisation aussi stratégique et importante que l'UEMOA dans la sous-région. De plus, ce financement a donné un véritable souffle au REGEP qui ne fonctionnait que sur du volontarisme et dons de ses membres.

Quels sont les objectifs du financement ?

Avec ce financement, le REGEP compte se doter d'un secrétariat permanent et se déployer dans les régions en y formant des cellules. De même, ce financement accompagnera les rencontres du Comité de pilotage formé lors du lancement du processus d'élaboration du plan Stratégique, dans le cadre du PADERAU. Grâce à ce financement, le REGEP entamera l'élaboration de ses plans d'action et stratégique qui vont cadrer les activités et interventions au niveau de tous les Etats africains, au niveau desquels le REGEP comptera des membres.

Qui sont les cibles du REGEP ?

Les premières cibles du REGEP sont les jeunes et les femmes, cette frange majoritaire de la population qui est toujours laissée pour compte dans les grands programmes tant nationaux que des Nations Unies. Le constat de ce largage continu de cette frange de la société est certainement à la base des échecs des objectifs ou tout au moins des résultats mitigés enregistrés dans la majeure partie des programmes de développement.

C'est pour cela que le REGEP vise d'abord pour que l'Energie qui est le cœur et l'essence du développement ne souffre pas de ce mal et ainsi puisse insuffler tous les autres domaines de développement.

Madame Diouf Ngakane Gningue : « le numérique est un bon facteur pour la promotion de la femme »



L'administratrice de la place du souvenir africain salue le rôle joué par les technologies de l'information et de la communication dans la promotion de la femme dans le milieu culturel sénégalais. Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme à la place du souvenir sur : Femmes et jeunes Filles face au défi du numérique au Sénégal organisée par le ministère de la culture et du patrimoine historique, elle a accordé une interview à la rédaction de Weer Bi.

Qu'est ce qui explique la réussite des femmes dans le milieu culturel sénégalais ?

Les femmes n'excellent pas seulement dans le milieu culturel. Elles excellent dans tous les domaines et spécifiquement dans le secteur de la culture. Ces résultats s'expliquent par l'existence d'un environnement qui est bien taillé, qui est à la faveur des femmes et qui les permet de s'exprimer avec un excellent leadership dans les activités qui leur sont dédiées.

Le secteur de la culture est composé de beaucoup de domaines. Mais la plupart des femmes sont dans la musique et arrivent à en

tirer profit. Pour preuve, aujourd'hui on a assisté à une belle prestation de l'orchestre Jigeeen Yui.

Dans notre institution, les femmes occupent des responsabilités au niveau du top management. Notre cabinet est constitué de femmes qui sont des cheffes de service. Avec ces opportunités, les femmes sont devenues conscientes qu'elles ont un rôle à jouer dans la définition des stratégies mais aussi dans la mise en œuvre de la politique définie par le président de la République et qui est piloté par le ministère de la culture et du patrimoine historique.

Quel est l'impact de la digitalisation dans le développement de l'industrie culturelle et créative ?

Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans le domaine classique où la culture se passait simplement à travers la télévision ou à la radio. Aujourd'hui, on parle le plus souvent de l'industrie culturelle et créative. Ce qui est à l'origine de l'épanouissement des actrices culturelles et du renforcement de l'entrée du digital dans le secteur de la culture.

En parlant du thème générique de la journée internationale de la femme, on fait allusion à la place des filles et des femmes dans le digital. On assiste aujourd'hui au développement de l'entrepreneuriat

féminin qui est renforcé et propulsé par e-commerce et leur présence sur les réseaux sociaux.

Pour la promotion des activités que nous menons à la place du souvenir, nous sommes obligés de prendre en compte l'influence du numérique et ses atouts par l'utilisation efficace des réseaux sociaux. Ces outils nous permettent d'assurer la visibilité de nos produits et services et de toucher une grande masse de la population.

Les outils numériques nous aident à attirer des visiteurs étrangers qui n'ont plus besoin de venir au Sénégal pour découvrir ce qui se fait dans ce pays. Le digital est là et les femmes doivent en profiter pour se faire connaître ou pour promouvoir leurs activités.

Comment la digitalisation peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes dans le milieu culturel ?

La digitalisation favorise l'émancipation et l'autonomisation de la femme. Parce qu'aujourd'hui, les femmes parviennent à écouler leurs produits et services culturels à l'international sans pour autant faire le déplacement. La pandémie du coronavirus du Coronavirus a booster le changement des comportements et permis aux acteurs de la culture, pendant le confinement, de produire et de mettre sur le marché leurs œuvres. Le numérique est un bon facteur, un bon leitmotiv, pour la promotion de la femme dans la culture et des produits culturels qui ne sont pas seulement l'œuvre des femmes mais l'œuvre de toute une communauté culturelle.

Comment les acteurs culturels doivent s'approprier de l'exploitation des ressources naturelles pour booster leur production ?

Les acteurs culturels vont s'adapter aux changements issus de l'exploitation du pétrole et du gaz. La culture est connue par sa force d'adaptation. Il y aura de nouveaux défis qui vont venir. La culture va suivre et s'adapter aux nouvelles conditions de vie.

Gestion des ressources naturelles

Ibrahima Thiam appelle l'Etat à rendre les contrats transparents

Le Secrétaire général du centre de recherche Saint-Antoine (Inserm-Sorbonne Université) appelle l'Etat du Sénégal à rendre tous les contrats de joint-venture transparents pour une meilleure gestion du pétrole et du gaz. Le président du mouvement politique d'opposition sénégalais « Un autre Avenir » a accordé une interview exclusive à la rédaction de Weer Bi.

Vous avez assisté à la cérémonie de dédicace de l'ouvrage « Le Monde Vu de Ma Térangua » que vous avez co-signé avec Jean Yves Duval. Ce livre retrace les faits marquants de l'année 2022 dans le monde entier.

Pourquoi le choix du mot « térangua » ?

Le mot « terangua », emprunté du Wolof, veut dire en français « l'hospitalité ». S'il s'avère que nous décryptons l'actualité nationale et internationale durant toute l'année écoulée (NDLR : 2022) dans une émission de la radio Diaspora Vision, j'ai estimé en tant que Sénégalais de donner l'apport et la vision d'un Sénégalais sur les enjeux de pouvoir et sur les enjeux géopolitiques. C'est pourquoi le mot « té-

rangua ». Il est une sorte de la vision d'un Sénégalais à travers les événements qui se passent dans le monde entier.

Vous avez fait un zoom sur la guerre en Ukraine. Quelles sont les conséquences de cette guerre ?

Aujourd'hui nous assistons à une guerre terrible entre la Russie et l'Ukraine. C'est une guerre qui se passe en Europe et qui impacte toute l'humanité et particulièrement l'Afrique. Les populations sont en train de subir durement cette guerre qu'elles n'ont pas enclenchée.

La Russie est en train d'agresser un pays souverain et de violer les droits des populations ukrainiennes. En tant que républicain et démocrate, je ne peux que condamner cette agression qui a provoqué beaucoup de dégâts. Pour justifier cette barbarie, Vladimir Poutine nous dit d'une part que c'est une guerre contre les nazis et d'autre part que c'est une guerre contre les valeurs occidentales. Elle n'est rien d'autre qu'une guerre de conquête des territoires.

Le président Russe veut reconstituer l'empire soviétique et c'est

pourquoi il a envahi l'Ukraine. Etant donné que ces deux pays constituent les plus grands producteurs céréaliers, leur différend ne peut que renforcer les crises alimentaires nées de la crise sanitaire. Parce que leur capacité de production mondiale de céréales est estimée à plus de 60%.

Aujourd'hui nous assistons depuis le début de la guerre à des ruptures d'approvisionnement et à une réduction considérable de la production de céréales. Il en est de même pour la distribution d'engrais ce qui limite la production agricole dans beaucoup de pays qui utilisaient l'urée venant de la Russie. Par exemple, le Sénégal a connu des pénuries d'urée ces dernières années à cause des restrictions de transports de ces produits. Ce qui impacte l'économie sénégalaise et en particulier l'économie mondiale.

Quel est l'impact sur la gouvernance des pays africains ?

Dans un pays où il y a la guerre, les prix vont enregistrer une augmentation puisque l'offre va devenir de plus en plus rare. Ainsi, les pays africains qui dépendent pour la plupart de ces pays vont enregistrer une baisse de leurs pouvoirs d'achat. Une fois au pays, les prix vont connaître une nette hausse et provoquer une crise institutionnelle. Quand les prix augmentent, les pays plongent dans une crise. Parce que les populations peuvent un jour ou l'autre révolter à cause de l'inflation.

En Afrique nous souffrons, déjà, de la faim et avec ces crises, la pauvreté va s'accroître davantage et les populations vont initier des séries de manifestation pour réclamer l'intervention de l'Etat afin de réduire le coût de la vie. En Égypte, les populations ont manifesté suite à l'augmentation progressive du prix du pain. Ces manifestations ont créé une instabilité pendant des mois.

Au Sénégal, les jeunes sont victimes de la pauvreté et du chômage. Quel sera l'impact de cette

guerre sur leurs conditions ?

Il y avait déjà une crise économique parce que malheureusement nos gouvernements n'ont pas été prudents pour amener le Sénégal à un certain niveau de développement. Cette guerre a accentué la crise économique. De plus en plus de jeunes se retrouvent dans une situation précaire. Pour trouver des alternatives, ils investissent la politique qui au lieu de les proposer des solutions les livre à la violence et à la dépendance. Ce qui pousse les jeunes à l'extrémisme violent qui se développe un peu partout en Afrique et particulièrement au Sénégal.

Nous avons besoin aujourd'hui des dirigeants beaucoup plus prévoyants, pouvant planifier au moins des solutions conjoncturelles pour atténuer les impacts négatifs des événements qui sont inévitables. Nous avons besoins des dirigeants capables de proposer des réformes indispensables et très courageuses. Les dirigeants doivent savoir qu'il aura toujours une instabilité en cas de guerre, même si elle est à l'extérieur de nos frontières.

La plupart des pays africains sont très fragiles et incapables de résister à des chocs externes. Ce qui s'est passé au Burkina et au Mali est certes une crise interne mais elle a été accentuée par les crises économiques provoquées par la guerre en Ukraine.

Malgré les différentes initiatives du gouvernement, les jeunes peinent à trouver de meilleures condition de vie. Qu'est-ce qu'il faut pour changer la donne ?

Au Sénégal, nous avons déjà un problème institutionnel. Il s'avère que depuis le régime de Abdoullah Wade, les dirigeants ne cessent de tripatouiller les institutions pour rester le plus longtemps possible au pouvoir. Donc nous devons résoudre dans un premier temps l'ordre constitutionnel, respecter la constitution sénégalaise.

L'actuel président de la République, Macky Sall, a un bilan satisfaisant.

Il a fait beaucoup de réalisations, construction de ponts, d'autoroutes et mise en circulation du TER. Mais ces dernières ne sont pas suffisantes. Ce qu'il faut aujourd'hui dans nos pays, c'est des initiatives pour développer l'homme sénégalais. C'est-à-dire de le ramener à un niveau de développement où il ne pourra plus prendre des pirogues pour aller chercher un eldorado ailleurs. Parce que ce ne sont ni des autoroutes, encore moins le BRT qui vont donner à la jeunesse l'espoir et le travail. Ce qu'il faudrait dans ce pays, c'est de renforcer toutes les activités liées à la formation, à l'éducation et à la santé.

Vous avez renoncé à votre candidature pour soutenir le candidat de la plateforme Appel 2024. Qu'est-ce qui explique ce choix ?

Nous avons malheureusement au Sénégal deux candidats qui ont le vent en poupe. D'un côté, le chef de l'Etat, Macky Sall qui a perdu tout crédit depuis plus de 12 ans. Parce qu'il n'a pas pu respecter ses promesses. De l'autre côté, nous avons un autre candidat qui ne cesse de vouloir sortir les jeunes et surtout de vouloir mettre le pays à feu et à cendre. Parce qu'il estime que la violence demeure le seul moyen pour lui pour arriver à la tête du pays. Ousmane Sonko a aujourd'hui une force de dénonciation et malheureusement pas une force de proposition pour la promotion de la paix au Sénégal.

Nous avons un climat très délétère et c'est pourquoi j'ai souvent défendu une troisième voie, qui est beaucoup plus apaisée et qui est basée uniquement sur des propositions concrètes et réalistes. Cette troisième voie n'est rien d'autre que le projet alternatif qui devrait pouvoir apporter plus de solutions à notre pays et incarné par beaucoup d'hommes capables de relever le défi. Parce que nous en avons assez de ce combat de coq entre un immobilisme comme Macky Sall qui finalement ressemble au président de la 3e République fran-

çaise de l'époque c'est-à-dire débonnaire et inefficace et un jeune qui n'a pas d'expérience ou de maturité politique et qui n'a qu'une seule proposition, de dire aux gens allons déloger celui qui est là et qui est élu démocratiquement.

A travers notre plateforme Appel 2024, une initiative citoyenne et républicaine, nous avons choisi Abdoul Mbaye pour représenter la 3e voie que nous prônons. Il sera accompagné par une quinzaine de formations politiques et de mouvements pour restaurer les fondamentaux républicains.

Quelle est votre position sur l'exploitation des ressources pétrolières et gazières ?

Au Sénégal, il y a des gens et particulièrement des opposants qui continuent de montrer des choses qui ne sont pas fondées. Ils soutiennent que, avec les contrats d'exploitation, les ressources pétro-gazières du Sénégal seront pillées par des occidentaux ou d'autres investisseurs alors que tel n'est pas le cas.

Nous avons des ressources naturelles, nous avons du gaz, du pétrole et nous n'avons pas encore les moyens pour l'exploitation de ces ressources. C'est pourquoi, nous sommes obligés de faire appel aux entreprises étrangères, à travers des contrats de joint-venture en vue d'exploiter les ressources extractives pour booster le développement économique du Sénégal. Et pour une meilleure gestion de ces ressources, il est important de mettre en place un système pour rendre tous les contrats transparents.

Au Botswana, il est très rare de voir des jeunes émigrés. Parce que l'Etat a réussi à intégrer la jeunesse dans les projets d'exploitation des ressources naturelles. Aujourd'hui, avec l'exploitation du gaz et du pétrole, les jeunes sénégalais doivent être formés pour participer à l'exploitation et à la gestion de nos ressources afin de lutter contre l'émigration clandestine et le chômage.

INVITATION



La Commune de Yeumbeul Sud
et Baobab Alternatives vous convient au

JOTAY CULTUREL #5

Thème du panel: Le rôle de la culture dans le développement local

07 VENDREDI
AVRIL
2023

 **17H 00**

 **Hôtel de Ville
de Yeumbeul sud**

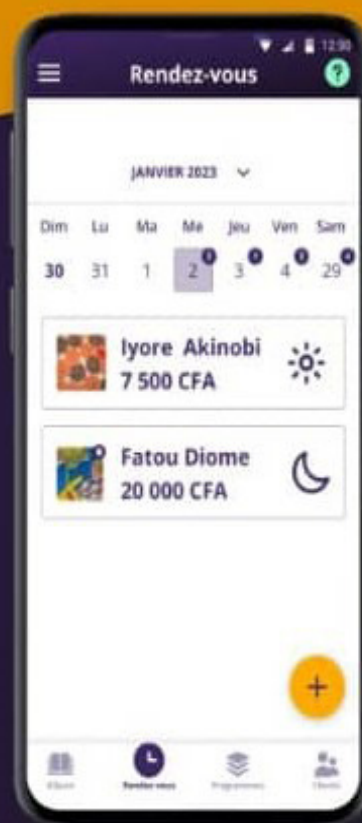
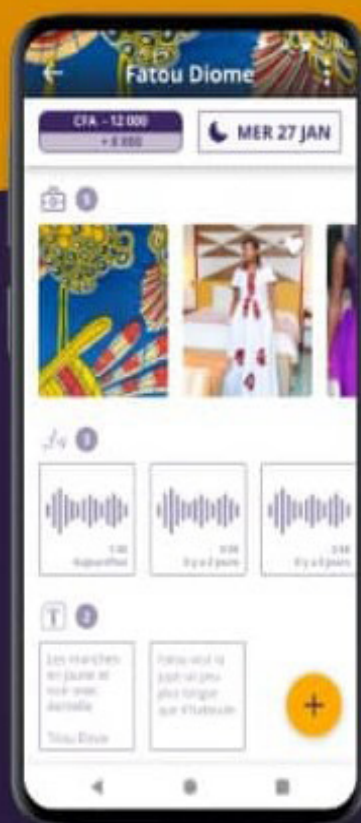
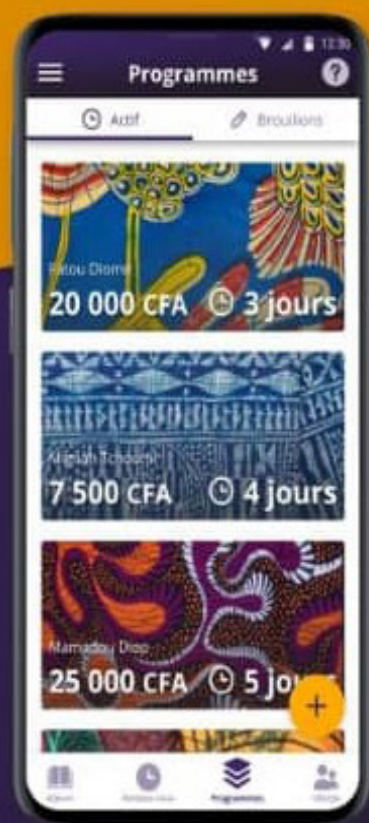


giz



AFRICAN VOICE

WORKS



**L'APPLICATION AUDIO PHOTO
POUR ORGANISER SES PROJETS
SANS LIRE NI ÉCRIRE**

Programme « Jigeen Mooy Leer »

50 jeunes femmes recrutées dans le secteur de l'énergie

Dans le cadre du programme « Jigeen Mooy Leer » mis en œuvre par le Millennium Challenge Account Sénégal II et le Ministère du Pétrole et des Energies, 50 jeunes femmes ont été recrutées pour un stage de six mois, à compter du mois d'avril, dans les institutions évoluant dans le domaine des énergies.

Etudiante en troisième année en électronique et télécommunication à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Maimouna Mbaye, âgée d'une vingtaine d'année, fait partie de la première cohorte de 50 jeunes filles sélectionnées dans le cadre du programme de stage. Grandi dans un environnement propice à la pratique informelle du métier des techniques énergétiques, elle a très vite admiré l'électronique et tracé sa voie professionnelle. Aujourd'hui ce recrutement lui permet de réaliser son rêve.

« Depuis mon enfance, j'aimais tout ce qui en rapport avec les énergies. Un jour ma sœur m'a envoyé l'appel à candidature pour le programme « Jigeen Mooy Leer » et j'ai sauté sur l'occasion en remplissant mon dossier pour bénéficier

de cette opportunité. Je suis heureuse de recevoir ma bourse de stage qui me permettra de faire carrière dans un domaine que j'ai toujours aimé », a-t-elle expliqué.

Le Millennium Challenge Account Sénégal II intègre dans ses projets et ses activités les besoins des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables conformément à la politique genre du Millennium Challenge Corporation. C'est pourquoi il appuie le Ministère du Pétrole et des Energies du Sénégal dans la mise en œuvre de son Plan d'Action National Genre-Energie (Plange) qui se traduit par la conjugaison de leurs efforts pour rendre opérationnel le programme de stage « Jigeen Mooy Leer ».

L'objectif du Plange est de contribuer à termes à une plus grande sensibilité des politiques énergétiques au genre en levant les barrières structurelles à l'accès des femmes aux opportunités d'emplois dans les chaînes énergétiques. C'est ce qui a justifié le lancement officiel du programme, le 22 octobre 2022 à Dakar avec l'ouverture de dépôt des dossiers de candidature pour insérer 50 jeunes filles dans le secteur de

l'énergie.

L'ambassadeur de l'Union européenne au Sénégal a appelé les institutions et leurs partenaires à maintenir ce combat et à s'engager davantage afin de promouvoir le rôle et le potentiel des femmes pour que l'égalité entre les hommes et les femmes deviennent une réalité.

« L'Union européenne partage avec [le Ministère du Pétrole et des Energies] les mêmes convictions, assurer que les femmes et les filles aient accès à l'énergie. C'est non seulement une question de droit humain mais aussi une question de développement économique. L'autonomisation des femmes est l'un des principaux moteurs de développement durable et inclusif. Tout ce qui freine et entrave leur autonomisation constitue également un frein au développement. L'accès à l'énergie propre permet aux filles d'avoir de meilleures chances de terminer leur cycle d'étude, de développer des activités génératrices de revenu et de contribuer à améliorer leur cadre de vie », a soutenu Jean Marc Pisani.

Lancé le 22 octobre 2022, « Jigeen Mooy Leer » a enregistré plus de 2 000 candidatures. Ce qui montre que les jeunes femmes sont en train de changer la vision de la société sénégalaise en devenant des actrices incontournables dans le domaine de l'énergie.

« Nous devons tous et toutes cesser de penser que le rôle des femmes ne peut s'exercer dans tous les domaines ; arrêter de penser que la place de la femme est à la maison ; que les femmes n'ont qu'à s'occuper des choses de femmes ; que le sport, le numérique l'énergie, la politique ne sont pas des domaines appropriés pour les femmes », a ajouté le représentant de l'UE au Sénégal.

Dans un document de politique d'intégration du genre à l'accès à l'énergie, l'objectif est d'atteindre un taux de représentativité des

femmes de 50 % en 2030 dans les postes de décision. Selon le rapport genre du forum économique mondial (2022), seules 20% de femmes occupaient des postes de responsabilité dans le secteur de l'énergie mondiale. Pour multiplier par deux ce taux, le ministère du Pétrole et des Energies du Sénégal compte sur l'apport des acteurs de la défense des droits des femmes et de tous les partenaires techniques et financiers.

Titulaire d'un Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) en génie électrique et informatique industrielle à l'Institut Universitaire des Technologies de Thiès, la future stagiaire salue l'initiative du Ministère du Pétrole et des Energies en collaboration avec le MCA-Sénégal II.

« C'est une opportunité que nous, les femmes, devons saisir parce que ce n'est pas évident de trouver un stage dans ce domaine. C'est une très belle initiative », a-t-ajouté.

L'ancienne étudiante de l'Université de Thiès veut à travers son premier stage dans le secteur des énergies, fortement dominé par les hommes, mettre fin aux stéréotypes de genre pour changer la mentalité de la société sénégalaise qui peine à encourager les femmes à exceller dans beaucoup de domaines et surtout scientifiques et techniques. « Ce programme va encourager les femmes à investir ces secteurs, avoir confiance en soi et savoir qu'il est possible de faire tout ce que les hommes font », a-t-elle soutenu.

Ingénieur en stockage de gaz et transport gazoduc et stagiaire au service réservoir, forage, complétion et production à la Société des Pétroles du Sénégal (Petrosen), Alioune Ndiaye pense qu'il est possible que ces femmes, qui seront accueillies avec les bras ouverts par les agents de la société, réussissent dans le secteur des

énergies en devenant des leaders comme Madame Diagne, cheffe de projet de Sangomar. Selon Monsieur Ndiaye, les femmes qui opèrent dans leur milieu professionnel sont braves, déterminées et disponibles.

« Pour encourager cette dynamique, j'ai aidé pour la mise en place du REGEF (ndlr : Réseau des femmes et des jeunes dans le secteur des énergies) pour contribuer au renforcement de la présence des femmes et des jeunes dans le secteur des énergies et appuyer la communication sur les nouveaux métiers de l'énergie et surtout les pousser à ces filières scientifiques et donc mettre en contact très tôt avec les jeunes filles au niveau des écoles primaires mais également des [collèges d'enseignement moyen et

secondaire] pour un choix de ces jeunes qui pensent que ce sont des métiers difficiles et donc elles n'auront pas d'opportunités d'être des femmes qui s'occupent de leur foyer. Aujourd'hui, il est possible de travailler et de s'occuper de son foyer », a affirmé Madame Aissatou Sophie Gladima.

L'UEMOA a également adopté une stratégie genre qui consiste à institutionnaliser le genre dans toutes les sphères administratives, dans toutes les phases de programme budgétaires de tous les projets et programme des Etats pour mettre fin aux inégalités entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'énergie.

Par Oumar BA

(weerbijournal@gmail.com)



Secteur de l'énergie

**Madame Beye Daba Ndione :
« les femmes ont encore de la
place à gagner »**

Le Millennium Challenge Account Sénégal II (MCA-Senegal II) et le Ministère du Pétrole et des énergies du Sénégal ont initié un programme qui vise à renforcer la place de la femme dans le secteur de l'énergie. 50 jeunes filles ont été retenues pour un stage de six mois dans les institutions qui travaillent dans le secteur de l'énergie.

A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme du ministère du pétrole et des énergies, la Directrice genre et inclusion sociale au niveau du MCA Sénégal II a accordé une interview à la rédaction de Weer Bi.

MCA a officiellement lancé le programme de stage « Jigeen Mooy Leer ». Quel est son ob-

jectif ?

Nous avons constaté que les emplois du secteur de l'énergie au Sénégal sont inégalement repartis entre les hommes et les femmes. Ces dernières ont encore de la place à gagner dans le secteur de l'énergie pour réduire au moins ces inégalités. Elles représentent aujourd'hui moins de 25% dans le secteur de l'énergie, de manière générale. Donc il était important de prendre des initiatives pour renforcer la présence des femmes dans ce secteur. C'est pour quoi nous avons mis en place un programme de stage dénommé « Jigeen Mooy Leer » en collaboration avec le ministère du pétrole et des énergies.

« Jigeen Mooy Leer » vise à accompagner au moins 50 jeunes femmes à obtenir des stages au niveau du secteur de l'énergie.

Ces stages sont importants parce qu'ils permettent aux bénéficiaires de faire la pratique dans plusieurs institutions pendant six mois et de renforcer leurs capacités pour pouvoir prétendre à un emploi décent.

Nous avons déjà identifié des institutions qui sont prêtes à accueillir toutes ces stagiaires. Il s'agit du ministère du pétrole et des énergies, de la SENELEC (Société nationale d'Electricité du Sénégal), de l'ASER (Agence sénégalaise d'Electrification rurale), de la CRSE (Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie), du PNB (Programme national de Biogaz), de la PETROSEN (Société des pétroles du Sénégal), de la GES-PETROGAZ (Unité d'Exécution et de Gestion du Comité d'Orientation stratégique du Pétrole et du Gaz). Nous avons déjà élaboré les outils de suivi et d'évaluation pour accompagner l'effectivité du programme.

Les 50 femmes bénéficiaires seront accompagnées avec des mentors tout au long de leurs stages. Des réunions mensuelles sont prévues avec les institutions d'accueil pour suivre leurs performances dans le secteur de l'énergie. Nous voulons aussi nous assurer que les jeunes femmes ne viennent dans les institutions que pour servir du café ou faire de petites courses mais qu'elles sont en train de capitaliser des connaissances techniques du métier et des expériences. L'objectif est de permettre à la fin du programme aux filles d'obtenir un emploi décent.

Un aspect important de ce programme est le fait qu'il ne se limite pas à Dakar. En effet, 60 % des stages sont réservés aux autres régions pour des soucis de territorialisation du programme et d'inclusion sociale des jeunes de l'intérieur du pays. Aussi 60 % porteront sur des métiers purement techniques et 40 % sur

les métiers connexes (marketing, comptabilité, archivage ...)

Ce qui est intéressant dans le cadre de ce programme, c'est qu'elles ne se limitent pas seulement à Dakar. Elles auront l'opportunité de découvrir les autres régions du Sénégal à travers les métiers techniques et connexes comme la commercialisation et le marketing entre autres.

Comment avez-vous adopté pour toucher votre cible ?

Nous avons fait beaucoup de sensibilisations à travers les médias, les réseaux sociaux et des rencontres avec des écoles de formation dans la capitale sénégalaise pour intéresser les jeunes femmes au programme. Nous avons enregistré plus de 4 000 candidatures et retenu 50 candidates qui vont commencer les stages au début du mois d'avril.

Le ministère du pétrole et des énergies a mis en place un plan d'action en vue d'obtenir une parité homme-femmes 50-50 d'ici 2030. Sur quel levier s'appuyer pour atteindre cet objectif ?

Le programme « Jigeen Mooy Leer » entre dans le cadre du plan d'action national genre-énergie du ministère du pétrole et des énergies. C'est le programme de stage et d'autres relatifs à la promotion de la femme dans ce secteur qui permettront au ministère d'obtenir au moins une parité homme-femme 50-50 d'ici 2030. Donc ce programme est une contribution au plan d'action national genre-énergie qui vise entre autres le renforcement de la place de la femme dans le secteur de l'énergie.

Etes-vous sur la bonne voie pour atteindre cet objectif dans sept ans ?

Bien sûr ! Pour atteindre cette cible, nous allons accompagner

le ministère à mobiliser les partenaires techniques et financiers, engager davantage les institutions qui sont dans le secteur de l'énergie pour donner davantage de la place aux femmes dans

ce secteur et ainsi atteindre cet objectif. C'est-à-dire une parité homme-femme 50-50 d'ici 2030.

weerbijournal@gmail.com

Le Millennium Challenge Account II Sénégal

Le Millennium Challenge Account II Sénégal (MCA-Sénégal II) est la structure administrative mise sur place par le Gouvernement du Sénégal et chargée de la Gestion du Programme du Compact. Placé sous la tutelle technique de la Primature et sous la tutelle financière du Ministère des Finances et du Budget, MCA-Sénégal II est chargé pour le compte de l'État d'assurer les missions de maîtrise d'ouvrage liées à la gestion et à la mise en œuvre du Compact ; d'assurer, en relation avec les services compétents de l'État, les négociations avec la partie américaine, sur toutes les questions techniques, financières et administratives liées au Programme du Compact ; de passer tous actes, dans ses relations avec les autres acteurs et les personnes intervenant dans la gestion, le suivi et la mise en œuvre du Programme du Compact.

MCA-Sénégal II accorde une attention particulière aux enjeux de GIS dans la conception et la mise en œuvre des projets conformément à la politique et aux directives de MCC en matière de Genre et Inclusion Sociale. L'objectif visé est d'assurer une distribution équitable des retombées du projet Transport, de minimiser les impacts négatifs sur les femmes, jeunes et groupes socialement défavorisés.

La direction GIS a initié l'identification de l'activité à mettre en œuvre dans le cadre du Plan d'Action National Genre et Energie (PANGE) et l'élaboration de la note conceptuelle sur le programme de stage visant l'enrôlement de 50 jeunes femmes au niveau des directions et agences du MPE. Cette activité est une reformulation de l'activité « sélectionner 50 jeunes filles porteuses de projet à organiser en réseau et à coacher avec l'appui des femmes championnes dans le secteur » initialement inscrite dans le PANGE. A cet effet, l'équipe GIS a organisé sur la période du 27 juin au 13 août 2022 une mission conjointe avec la Senelec et le MPE, consacrée à l'information et à la sensibilisation des acteurs sur les objectifs et attentes du dit programme. Cette mission a permis d'identifier et d'enregistrer soixante-dix-huit (78) offres de stages dans les métiers de l'électricité au niveau des services et agences rattachés au MPE.

Le Ministère du pétrole et des énergies dispose d'un Plan d'Action National Genre-Energie, élaboré avec l'appui de la CEDEAO qui en 2013 a adopté la politique d'intégration de la dimension genre dans le secteur de l'énergie. Ce document vise au moins une parité Homme-Femme 50-50 d'ici 2030 dans le secteur public de l'énergie et sur toute l'espace de la CEDEAO. Il a 5 objectifs qui ont été transposé dans chaque Etat pour une meilleure appropriation et une prise en compte des réalités économiques, sociales et culturelles.

Source : MCA et MPE

Rokhaya Daba FALL : « C'est une stratégie révolutionnaire participative à l'égalité et à l'équité dans le domaine du genre »



Pour la mise en œuvre du programme de stage « Jigeen Mooy Leer » du Ministère du Pétrole et des Energies du Millennium Challenge Account Sénégal II (MCA-Senegal II), 50 jeunes filles ont été retenues pour un stage de six mois dans les structures qui interviennent dans le secteur des énergies. Le Réseau des femmes et des Jeunes dans le secteur des Energies a pris part à la sélection des bénéficiaires. Une première pour le REGEP. C'est pourquoi, sa présidente compte mobiliser davantage ses membres pour accompagner les initiateurs afin de l'inscrire au niveau de toutes les sociétés d'énergies. Madame Rokhaya Daba FALL qui s'engage à étendre dans toute la sous région et le continent avec les MCA nationaux salue l'initiative qui est une stratégie révolutionnaire participative à l'égalité et

à l'équité dans le domaine du genre.

Quelle lecture faites-vous du programme «Jigeen Mooy Leer» ?

Ce programme de stage est une stratégie révolutionnaire participative à l'égalité et à l'équité dans le domaine du genre. Seulement, tout dépendra de son impact à travers cet élargissement dont le REGEP se veut porteur.

Comment le REGEP compte faire pour accompagner sa vulgarisation ?

A travers notre déploiement dans le pays et dans la sous région puis dans le continent, le REGEP compte travailler avec le MCA pour que le programme soit porté et étendu par les acteurs de la lutte contre les inégalités et les femmes.

Le REGEP œuvre, entre autres, pour une meilleure présence des filles dans les

métiers de l'énergie. Sur quels leviers le REGEP doit s'appuyer pour pousser les autorités à promouvoir les politiques sensibles au genre dans leurs programmes ?

Pour la promotion des politiques sensibles au genre, le REGEP se déploie dans les institutions d'éducation en commençant la sensibilisation dès l'élémentaire et en poursuivant au collège, au lycée et à l'université. Cette approche vise à orienter les jeunes et les filles en premier dans les matières scientifiques, ensuite de leur faire découvrir toutes les opportunités dans les domaines des énergies afin de les voir un jour faire partie des 100 % de femmes, filles et jeunes compétents prêts à servir dans les différentes structures des énergies.

Les filles sont premières au niveau élémentaire, collège et lycée. Mais leur nombre diminue au fur et à mesure que l'éducation passe du primaire au tertiaire, c'est pour cela que le REGEP prône pour que les 100 % qui auront échappé à cette diminution drastique puissent faire l'objet d'attention particulière dans le secteur des énergies.

Dans toutes les structures de l'Etat, il y a des cellules genre pour veiller à la promotion du genre dans les programmes. Ces cellules existeront tant que cette promotion n'aura pas porté ses fruits. C'est à dire qu'à toutes les échelles de la hiérarchie, on n'obtiendra pas la parité 50 / 50 entre les hommes et les femmes compétents.

weerbijournal@gmail.com

Mines et Géologie

Un Potentiel économique au Sénégal



Le Sénégal avec son potentiel minier important est nanti d'un contexte géopolitique favorable à l'émergence. En effet, le secteur minier constitue un véritable moteur de croissance et un levier du développement économique et social du pays.

A la faveur d'une remontée du cours des matières premières au début des années 2000, le Sénégal relance un vieux projet : l'exploitation des richesses minières du Sénégal oriental (or, marbre, fer, etc.). Le développement d'activités extractives ouvrirait des perspectives en termes d'industrialisation et d'aménagement du territoire à travers la promotion d'une région périphérique et enclavée. On retrouve ces potentiels miniers dans des régions et des communes sénégalaises comme Darou khoudoss, Diourbel, Kaolack, Kédougou, Keur samba Kane, Ngoundiane, Mboro, Méouane, Pire, Thiès et Tivaoune etc.

Les députés ont demandé une meilleure définition des politiques et stratégies susceptibles de permettre à ces localités de tirer un maximum de profits de l'exploitation de ces ressources. En effet, malgré l'existence d'une industrie minière, les entreprises sont tou-

jours soumises à des demandes de mesures de leur impact extra-financier. Le sous-sol du Sénégal offre une grande diversité de richesses minières comprenant des métaux précieux (or et platinoïdes), des métaux de base (fer, cuivre, chrome, nickel), des minéraux industriels (phosphates, calcaires industriels, sels, barytine etc.), des minéraux lourds (zircon et titane), des pierres ornementales etc.

Une mine est définie comme une cavité creusée dans le sol pour extraire le minerai ou le charbon. C'est un gisement exploité de matériaux (par exemple d'or, de charbon, de cuivre, de diamants, de fer, de sel, d'uranium, etc.). Elle peut être à ciel ouvert ou souterraine. Cette dernière une fois extrait, le minerai sera remonté à la surface par le puit et dirigé vers le concentrateur. A l'intérieur d'une mine souterraine, on trouve : Une rampe d'accès : un large tunnel en spirale qui communique avec tous les niveaux de la mine. La géologie, elle intervient en tant que première discipline dans le contrôle de la qualité des eaux de surface et souterraines. La dépollution de l'eau souterraine contaminée requiert différents processus, incluant les barrières physiques, la dépollution chimique et d'habitude la plus économique. La géologie est une science qui consiste à étudier les parties de la terre accessibles à l'observation et à élaborer des hypothèses qui permettent de reconstituer leur histoire et d'expliquer leur agencement.

La population de Kédougou revendique-t-elle leur droit sur l'exploitation des ressources minières ?

Sabodola, saraya, tomboronko n'ont pas bonne mine et ne vivent pas de leur or. Les parlementaires kédovins se font érigés en porte-paroles des orpailleurs pour exiger le

« respect strict des impératifs du contenu local ». Les réserves minières estimées à des centaines de tonnes d'or métal sont à l'origine des tensions notées à Kédougou, particulièrement dans la localité de Mako. « L'exploitation de ces ressources n'arrive pas à endiguer le chômage de ses habitants, surtout les jeunes » regrettent les députés selon le rapport de la commission des finances chargé d'examiner le projet de budget du Ministère des mines et de la Géologie.

Politique du gouvernement

Ces objectifs consistent notamment à accroître la mise en valeur du potentiel minéral et géologique du pays, de façon responsable et durable au bénéfice de tous, tout en renforçant la gouvernance du secteur à travers : le développement des mines, l'accroissement de la mise en valeur du potentiel minéral et géologique du pays ainsi que le renforcement de la gouvernance minière qui intègre les principes et standards internationaux dans les politiques et programmes du secteur des mines et de la géologie .

Quel est le projet de budget 2023 du ministère des mines et de la géologie ?

Ce projet est arrêté à la somme de 8 044 830 006 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP). Il est réparti en programme de pilotage, coordination et gestion administrative (i) dont les crédits sont arrêtés à 1 832 186 263 FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, programme des mines (ii). Ses crédits sont fixés à 4 277 518 704 FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Le dernier programme concerne la géologie. Les crédits dudit programme sont arrêtés à 1 935 125 039 F CFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Diouma Fatou THIARE

Jean Yves Duval :

« la France a beaucoup à gagner de l'apport culturel africain »



A Dakar pour assister à la cérémonie de dédicace de la deuxième édition du livre « Le Monde Vu de Ma Teranga », Jean Yves Duval, journaliste-écrivain, a accordé une interview à la rédaction de Weer Bi. Dans cet entretien, l'animateur de l'émission « carte sur table » de la radio Diaspora Vision et co-auteur du livre soutient que la France a beaucoup à gagner de l'apport culturel africain.

Auteur de dix romans, Jean Yves Duval est directeur du site d'actualité Ichrono et de Ichrono FM.

Dans votre livre, entretiens avec Ibrahima Thiam, Secrétaire général du Centre de recherche Saint-Antoine (Inserm Sorbonne Université), vous avez commencé avec l'actualité africaine. Qu'est-ce qui explique ce choix ?

D'abord notre ami Ibrahima Thiam est Africain. Ensuite, même si je ne le suis pas, j'aime beaucoup le continent Afrique. J'ai fait, entre 10 et 15 ans, énormément de reportages en Afrique, au Mali, en Afrique du Sud. Je suis allé interviewer le président du Mali de l'époque, Alpha Oumar Konaré. Je suis allé au Cameroun et dans beaucoup d'autres pays africains pour des reportages. J'aime l'Afrique, je connais un peu

l'Afrique. Donc il paraissait naturel que ce grand continent qui a été traité hier comme un espace sous-développé avant de devenir aujourd'hui un continent en voie de développement, puisse attirer notre attention.

Aujourd'hui, l'Afrique est devenue un continent qui va jouer un rôle de plus en plus considérable dans le développement économique du monde. Elle a des ressources démographiques, des ressources humaines, des ressources naturelles extraordinaires qui vont jouer un rôle prédominant dans les décennies qui vont venir. Au vu de toutes ces potentialités, comment pourrait-on ne pas s'intéresser à l'Afrique ?

Vous avez parlé des problèmes entre la France et le Mali. Est-ce que les crises entre ces deux pays peuvent se traduire par une rupture diplomatique entre l'Afrique et la France ?

Je dirais malheureusement oui. La politique africaine de la France n'est pas toujours très bien comprise par les Français. Il y a eu une politique au départ du Général De Gaulle qui a accordé les indépendances aux pays qui voulaient devenir indépendants. Parce que c'était très important pour lui. Il parlait à ce moment de l'autodétermination des peuples et c'est ainsi

que, dans les années 1960, la plupart des pays africains ont accédé à leurs indépendances. C'était une bonne politique dans beaucoup de pays. Même s'il a fallu une forte résistance de la part de l'Algérie pour obtenir sa libération.

Après cette étape, les pays africains et la France ont jugé nécessaire de conserver leurs relations à travers une politique de la Francophonie. Donc il y a eu des influences exercées régulièrement à l'initiative des présidents français par l'intermédiaire de leurs ministres de la coopération. Cette politique française a prédominé pendant très longtemps les pays francophones de l'Afrique.

L'actuel président Français a effectué une tournée au Gabon, en Angola, en République du Congo et RDC en mars 2023. On lui a reproché d'avoir fait de mauvais choix parce qu'il n'avait pas choisi les meilleurs interlocuteurs qu'on pouvait penser trouver en Afrique. C'est ce qui explique la volonté des africains de mettre fin aux liens entre leur continent et la France.

Aujourd'hui, on doit avoir d'autres types de relations qui peuvent préserver les liens affectifs entre la France et l'Afrique. Il faut avoir des liens où chacun est libre et dispose véritablement de choix et une autonomie dans ses relations et qu'il n'y ait plus de mainmise quelconque, d'intervention forcée. Un partenariat d'égal à égal, un partenariat gagnant-gagnant où chacun va s'y retrouver est devenu une nécessité.

L'Afrique aura peut-être besoin du concours de certains occidentaux, pour développer ses échanges. Pourquoi pas la France ? Nous avons une culture commune, la langue française par exemple. L'Afrique a aussi une richesse culturelle énorme et la France a aussi beaucoup à gagner de l'apport culturel de l'Afrique. Il faut donc qu'il y ait cette collaboration, ce partenariat et non plus cette forme de domination même si elle ne disait pas son nom.

Quel est l'avenir des relations entre la France et l'Afrique avec la présence d'autres partenaires comme la Russie et la Turquie ?

Vouloir changer un drapeau pour un autre est stupide et contreproductif. Les africains doivent procéder, d'abord, par le changement des formes de partenariat ou des contrats d'alliances. Les jeux d'alliances ont varié en espace de quelques siècles. Si on examinait l'histoire, on ne s'y retrouverait plus. On a été les alliés avec d'autres pays à un certain moment et aujourd'hui certains partenaires sont devenus nos principaux adversaires et inversement.

Pour appréhender aujourd'hui les luttes d'influence entre les pays africains et les grandes puissances qui essaient de reconstituer des empires, il faut revoir les fondements de l'empire colonial français.

Aujourd'hui, la Chine, qui a été par le passé un très grand empire, est en train de retrouver sa place même si elle a eu beaucoup de difficultés pendant un certain temps. Elle se donne les moyens pour imposer son influence en Afrique pour des partenariats dans la formation et le financement des infrastructures routières et sanitaires. L'Iran veut plus ou moins redevenir l'empire Perse qu'il a été à une époque. La Turquie a l'empire Ottoman qui a joué un grand rôle dans la conquête de territoires un peu partout au Moyen-Orient. La Russie qui n'a jamais digéré sa défaite après avoir été humiliée lors de la chute du mur de Berlin, qui a provoqué la désagrégation de l'ensemble du bloc soviétique, est sur les rails. Tous ces pays essaient aujourd'hui de jouer un rôle de plus en plus influent dans tous les pays africains.

Les Russes aspirent aujourd'hui par l'intermédiaire de Poutine à reconstituer une puissance économique et militaire mondiale. C'est pourquoi, ils jouent sur des influences extérieures par des conquêtes de territoires en Ukraine, le Donbass et en exerçant des influences en

Afrique par le soutien des armées nationales de certains pays africains pour lutter contre le terrorisme et l'influence française dans les pays colonisés par la France.

Des voix se lèvent de plus en plus en Afrique pour mettre fin à toute forme de collaboration entre la France et l'Afrique. Quel message adresserez-vous à ces personnes ?

Il va falloir mettre fin au procès du colonialisme ou du néocolonialisme. Je plaide coupable volontiers même si c'est au nom de l'histoire ou même si je n'ai pas été concerné par cette colonisation. Je souffre à chaque fois à titre personnel lorsque je me rends à l'île de Gorée parce que cette histoire d'esclavagisme est quelque chose que je ne supporte pas.

Il faut mettre fin à cette colonisation qui a été désastreuse et qui s'est poursuivie pendant des années. Il faut aussi que les Africains acceptent de tourner la page, de ne pas toujours ressasser cette histoire. Sinon, on n'avancera pas. Il faut qu'on avance ensemble.

Aujourd'hui, il y a une autre forme de colonialisme qui apparaît. C'est le colonialisme russe qui s'exerce en Ukraine. Et je suis étonné que les Africains restent, lors des votes par exemple aux Nations Unies, aussi parfois muets de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cette posture adoptée par la plupart des pays africains est une forme de soutien à la Russie.

Je disais attention amis africains de ne pas quitter la proie pour l'ombre, de ne pas abandonner la proie pour l'ombre. Car demain vous pourriez avoir de mésaventures, peut-être aussi tragiques avec ces nouveaux colonisateurs qui ne vous veulent pas que du bien.

La plupart des campagnes de désinformations sont organisées par des groupes prorusses. Parmi eux, on retrouve les groupes de Wagner, organisation paramilitaire pour la

défense des intérêts des Russes à l'extérieur, qui animent depuis des pays étrangers des campagnes de désinformations via les réseaux sociaux pour déstabiliser les positions françaises en Afrique afin de renforcer la présence russe en Afrique.

Au Sénégal, le journaliste d'investigation Pape Allé Niang, a été arrêté à deux reprises suite à la diffusion d'informations qualifiées de « secret-défense ». Comment avez-vous réagi à ses arrestations successives ?

Dans Diaspora Vision, j'ai voulu régulièrement dans nos émissions du samedi avec Ibrahima Thiam avoir au moins une minute dédiée à Pape Allé Niang pour le reconforter, lors qu'il était en prison. En France, lors de nos émissions, nous lançons un appel à travers les télévisions et radios aux journalistes détenus au Liban ou ailleurs. On essayait de rappeler quotidiennement leurs existences et de faire en sorte qu'on ne les oublie pas. J'ai voulu faire la même chose sur la radio Diaspora Vision en rappelant les arrestations successives de Papa Allé Niang et de lui dire via le truchement de la radio qu'il n'était pas seul, qu'on était là avec lui. Car je sais que de toute façon même s'il n'entendait pas ma voix, un jour quelqu'un lui en parlerait de notre soutien en vers lui.

C'était indispensable d'avoir une solidarité confraternelle qui s'imposait et puis il y a aussi le fait qu'effectivement moi-même j'ai parfois été quelque part un peu menacé à certains endroits parce que nous faisons des métiers quand on ose dire certaines choses, nous dérangeons des puissants. Notre travail déplaisait à certaines personnes. Malheureusement le pouvoir n'a de solution que de vouloir s'attaquer à la liberté d'expression et à celle des individus. C'est extrêmement grave, parce que ça remet aussi en cause des libertés fondamentales de la démocratie.



Complexe Scolaire Blaise Pascal

L'excellence à la portée de tous

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Préscolaire – Élémentaire - Moyen - Secondaire

**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE & FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**HOTELLERIE - RESTAURATION - PATISSERIE -
ELECTRICITE - COMPTABILITE & GESTION -
INFORMATIQUE - COUTURE - COIFFURE**



CONTACT ☎ 33 870 68 54 / 78 317 40 67 📍 Yeumbeul Nord, route de Malika